

**Partenariat stratégique Union européenne - Association
Internationale des Maires Francophones (AIMF)**

Allocution de

S.E.M. Hans-Peter SCHADEK

Ambassadeur/Chef de Délégation de l'Union européenne
en République du Cameroun

à l'occasion de la

**Conférence de restitution des plaidoyers des autorités
locales du Cameroun et de contribution à la définition
des normes internationales pour une ville durable**

Yaoundé, le 23 septembre 2019

Très Honorable Vice-Président de l'Assemblée Nationale,
Madame la Ministre de l'Habitat et du Développement
Urbain,

Mesdames et Messieurs, membres du Gouvernement

M. le Président du Comité d'Organisation

M. Le Président National des Communes et Villes Unies
du Cameroun,

M. le Secrétaire Permanent de l'Association Internationale
des Maires Francophones,

Honorables Députés et élus locaux,

Mesdames et Messieurs, membres du Corps Diplomatique

Mesdames et Messieurs les Maires,

Mesdames et Messieurs, distingués invités,

Je suis très honoré de prendre part, ce jour-ci, à cette
manifestation importante. Il s'agit en effet de la restitution
des plaidoyers des autorités locales du Cameroun, dans le
contexte du partenariat qui existe, depuis 2015, entre
l'Union européenne et l'Association Internationale des
Maires Francophones (AIMF).

C'est d'ailleurs un privilège particulier de pouvoir prendre la parole en ce lieu aussi prestigieux et symbolique qu'est l'Assemblée Nationale du Cameroun.

Honorable Vice-Président,

Les assises de ce jour sont consacrées aux *Autorités locales* et leur rôle sur les plans politique, administratif et de développement, fonctions clé dans chaque état.

Tenant en compte leur proximité avec les citoyens et leur légitimité en tant qu'organes élus, les *Autorités locales* sont les acteurs placés les plus proches pour répondre aux besoins des populations et communautés. Elles sont aussi en charge d'élaborer et mettre en œuvre des politiques qui soutiennent le développement durable au niveau local, tout en contribuant à la mise en œuvre l'agenda 2030 des Nations Unies.

A ce sujet, l'Union européenne reste convaincue que les *Autorités locales* sont des interlocuteurs clefs et des acteurs incontournables de la gouvernance économique et sociale local d'un pays. Leur rôle et action, en conjonction avec

une décentralisation effective des compétences et de ressources, sont, selon nous, des moyens essentiels pour répondre aux aspirations des populations et aux défis de développement.

Leur "empowerment", si je peux utiliser ce terme, est également une manière de renforcer la redevabilité des administrations locales vis-à-vis de leurs électeurs ou administrés. Une "obligation de résultat" renforcée, plus proche du citoyen, devra également contribuer à une meilleure définition des priorités et une utilisation plus responsable des ressources mobilisées.

Qu'il me soit permis de rappeler à cette occasion que l'appui au développement local fait aussi partie des priorités du nouveau "*Consensus européen de développement*" de l'Union européenne, adopté en 2017. Ce Consensus reconnaît expressément le rôle clé des autorités locales et régionales dans la réalisation des *Objectifs du Développement Durable*, contenus dans l'Agenda 2030.

C'est d'ailleurs pourquoi la gouvernance, la décentralisation et l'appui aux collectivités locales occupent une place de choix parmi les axes prioritaires de la coopération entre le Cameroun et l'Union européenne. En effet, un portefeuille d'environ 60 M€ est actuellement actif au sein de notre coopération avec le Cameroun, destiné à appuyer des actions de développement local via des mécanismes bien établies telle que le FEICOM ou le PNDR.

Au plan plus large, l'Union européenne considère les *Associations* d'autorités locales des partenaires stratégiques clés. Non seulement que ces associations expriment, aux niveaux national, sous régional voire mondial, les intérêts de leurs membres en articulant leurs priorités, préoccupations et défis ; elles contribuent aussi largement au renforcement des capacités de leurs membres.

C'est dans cette logique que l'Union européenne a signé cinq accords de partenariat stratégique (FPA) avec des Associations régionales et mondiales d'autorités locales en 2015, dont fait partie le partenariat avec l'AIMF qui nous réunit aujourd'hui.

En effet, une partie importante du travail effectué par l'AIMF porte sur l'organisation de groupes de plaidoyer ayant pour objectif de renforcer le rôle et la place des maires. Son rôle consiste également à attirer l'attention des autorités politiques sur les difficultés rencontrées et sur les positions des autorités locales afin qu'elles soient prises en compte par les différentes instances de décision au niveau législatif et exécutif.

Honourable Speaker, ladies and gentlemen,

As a very encouraging result of the work done by the AIMF that we support, as you probably know, many of the proposals made by the advocacy groups here in Cameroon have been taken into account, in 2016 and 2017, for the decisions making process by the National Decentralisation Council. They include, for instance, the preparation of a national decentralisation strategy, the payment of salaries to elected officials, and the definition of specific ratios regarding financial transfers to Local Authorities.

Let me also say that in November 2018, the European Commission mobilised funding worth more than 50 M€ in support of sustainable urban development, while seeking partnerships between European local authorities and their African counterparts.

We are therefore most pleased to state that recently a project in support of urban mobility in Douala and Yaoundé has been selected for EU funding, for an amount of approximately 4 M€. It is scheduled to start by the end this year.

A second call for proposals of this type will be launched in early 2020; and interested municipalities are, of course, free to submit their projects at that occasion.

I think this also shows, in very practical terms, that we, as EU, remain committed to decentralisation, local development and the empowerment of local authorities.

Honorable Président, Mesdames et Messieurs les Ministres,

Pour terminer mon propos, permettez-moi de réitérer que nous comptons rester, dans les années à venir, un partenaire engagé et fiable dans le domaine de la gouvernance, de la décentralisation et du développement local au Cameroun, au bénéfice direct des populations et d'un développement durable et inclusif.

Et nous comptons évidemment sur vous, Mesdames et Messieurs *les Maires*, d'être les moteurs d'une dynamique locale qui va faire la différence.

Je vous remercie de votre aimable attention.